



# Enjeux de méthodes, enjeux de sociétés

- Emmanuel Bon -

Doctorant en économie



Les sciences sociales ont traditionnellement recours à deux démarches opposées pour rendre compte des dynamiques sociales: expliquer les phénomènes économiques et sociaux à partir des comportements individuels en dehors de tout contexte social sur le modèle de Robinson vivant sur son île déserte (individualisme méthodologique), ou bien considérer une société donnée, ses institutions et les règles qu'elles mettent en place, pour comprendre comment s'y insèrent les décisions des individus (structuralisme méthodologique).

Dans le premier cas, la société dans son ensemble est réduite à une collection agrégée de Robinson, sans qualité de rang ni de statut, sans relations de pouvoir, sous l'hypothèse forte que le tout est égal à la somme des parties. Le temps et l'espace physique sont aussi représentés de cette façon, découpés en  $n$  périodes identiques, linéaires, et  $m$  unités spatiales que l'on peut multiplier à convenance pour obtenir/reconstituer une histoire et des espaces sans effets de mémoire ni variations.

Cette méthode tente de déduire des lois de comportement à partir d'hypothèses théoriques que l'on valide/ réfute après confrontation avec le terrain (le risque étant de forcer la réalité à s'inscrire dans la grille de lecture utilisée). C'est par exemple l'approche qui prévaut le plus souvent pour aborder les organisations: les exploitations agricoles, les entreprises artisanales/ industrielles, l'Etat comme des unités irréductibles...des boîtes noires. En effet, de même qu'en science physique l'atome a longtemps constitué la plus petite unité d'observation permettant d'expliquer la matière par les atomes qui la compose, on s'applique à reconstruire la société en agrégeant un à un ses éléments (comprendre la société en isolant ses éléments, chaque élément faisant l'objet d'une discipline particulière justifiant ainsi la spécialisation des savoirs et la recherche de l'excellence disciplinaire en vue d'une évaluation par nos pairs respectifs). On se soucie beaucoup plus de savoir si on travaille bien que si l'on travaille sur un réel problème de société.

Pour ce faire, des individus/ organisations types sont représentés avec certaines caractéristiques comportementales et un objectif unidimensionnel pour comprendre leurs procédures de choix et, en retour, agir sur ces décisions en en modifiant les paramètres (les prix, les lois, les taxes, etc.). Les individus / organisations, ainsi rationalisés, sont supposés optimiser leur fonction d'utilité et effectuer leur choix en situation d'isolement stratégique.

Si l'on se représente ainsi les individus/ organisations, on peut invariablement démontrer que,

inéluclablement, les individus sont la source de dilemmes sociaux car incapables d'appréhender le résultat de leurs actions individuelles sur le niveau de bien-être collectif (Dans le domaine de l'environnement: la sur-pêche, le surpâturage, la déforestation ou la pollution atmosphérique, visuelle ou sonore) justifiant le pouvoir coercitif de l'Etat sur les individus/ organisations au nom de l'intérêt général.

Inversement, le déterminisme structurel empêche de comprendre comment les sociétés évoluent, comment les institutions sont créées, modifiées ou abandonnées en affirmant le primat des institutions sur les individus.

Or, c'est nier la possibilité qu'on les individus/ groupes, consciemment ou inconsciemment, d'agir sur les institutions/ structures sociales. C'est aussi nier la possibilité d'apprentissage individuel et collectif lié au temps et à l'expérience (les individus apprenant des résultats de leurs actions passées par un processus d'essai et d'erreur). Enfin, c'est nier l'existence de valeurs morales et éthiques et la possibilité d'en instaurer de nouvelles. Si finalement il n'y a pas de déterminisme historique, il n'y a pas non plus de marche au hasard : «Les hommes font leurs propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement dans des conditions choisies par eux, mais dans des conditions données et héritées du passé» (Karl Marx). Selon cette conception humaniste, les hommes font et défont les institutions au gré de leurs besoins. Aussi, l'approche systémique privilégie l'étude des modes d'interactions société-nature.

La démarche systémique consiste alors à étudier le jeu permanent des interactions entre éléments constitutifs des systèmes. C'est à dire étudier les modes de coordinations entre agents et les modes d'organisation socio-économique qui, au travers des institutions, les mettent en place et les font respecter. Comment marquer ce changement de paradigme et parvenir à prendre en compte aux travers de nos investigations ces conventions sociales, ces interactions entre individus et entre différents niveaux d'organisations ? Trois hypothèses sont préalables pour marquer la rupture avec le corpus précédent :

- 1- Les individus/ organisations sont des produits sociaux et historiques gouvernés par des valeurs morales individuelles et collectives.
- 2- Les valeurs et règles collectives évoluent du fait des interactions entre individus et/ ou entre groupes et du résultat de ces interactions sur le système.
- 3- Les individus/ organisations ne sont ni similaires ni égaux, ils ont des poids socio-économiques et institutionnels divers, des statut différents... ils sont subjectifs et ils en jouent (ex. de la perception de la forêt, de la terre, d'un cours d'eau, d'un accident de voiture, d'un autoroute ou d'un pont qui diffèrent suivant les utilisateurs).

On doit donc s'interroger sur la façon dont les structures institutionnelles et les édifices sociaux sont créés, puis altérés en permanence par des individus/ organisations dont les modes de représentations et les capacités de représentation divergent, des individus/ organisations qui échangent de l'information, des biens & services, qui entre eux négocient et concluent des alliances pour faire avancer leurs intérêts dans un environnement complexe et variant qui réagit en réaction à leurs choix quotidiens.

Renversons nos rôles respectifs afin que les acteurs enquêtés deviennent les évaluateurs des situations et de l'intensité des tendances perçues suivant des critères multiples retenus localement comme significatifs (ceux avec lesquels ils prennent leurs décisions courantes). L'avantage de cette démarche est qu'elle conduit à une hiérarchisation des enjeux perçus par les acteurs (permettant d'identifier les perceptions communes et celles qui les différencient).

Afin que cet audit ne demeure pas partielle (car relatif à celui qui le formule), l'évaluation doit être pluraliste (les acteurs de premier plan comme les tiers affectés par leurs décisions et leurs actions). Notre

rôle est alors de restituer les perceptions, sans les agréger, de rechercher toute la subjectivité des acteurs qui explique leurs motivations et leurs actions (alors que la démarche habituelle consiste plutôt à rechercher l'objectivité des faits pour ensuite projeter notre propre subjectivité sur les faits). Il devient possible ensuite de formuler des hypothèses explicites sur les modalités d'interaction entre individus/organisations, de préciser s'il existe des règles et leurs niveaux de généralité, quelles sont les sources d'autorité, leur domaine de compétence et de légitimité, etc. Et ce travail ne peut rendre compte que d'une réalité spécifique à l'échelle locale.

Il est alors utile d'identifier le niveau d'organisation auquel se rattachent les choix des acteurs:

- 1- Les choix opérationnels qui décident, compte tenu d'un ensemble de variables et de règles «locales», les actions à entreprendre parmi un ensemble de possibilités.
- 2- Les choix collectifs qui décident des règles opérationnelles, de leurs modifications et des modalités de leur mise en oeuvre. Décisions individuelles à dimension collective (dont les conséquences affectent le choix des autres).
- 3- Les choix constitutionnels qui décident de qui émane les règles et définissent ainsi les sources d'autorités/ sphères de légitimité à l'intérieur d'un système.

Le travail de recherche devient une construction, une problématisation de véritables enjeux locaux qui doit être justifiée. Il y a donc un nécessaire engagement de notre part, nous obligeant à renoncer à prétendre à être objectif. Et ce va-et-vient permanent entre individus et structures, entre éléments et système, justifie un éclectisme théorique et une démarche pragmatique plutôt qu'axiomatique.

### Bibliographie

- BARTHES C. (1996) Utilisation de la démarche systémique par les économistes ruraux, In Actes du colloque «*Valeur de la nature, nature de la valeur*», 4 avril, EHESS, Paris.
- BLAUG M. (1994) *La méthodologie économique*, Economica, 281 p.
- CAHUC P. (1998) *La nouvelle microéconomie*, Coll. Repères, La Découverte, 115 p.
- GUERRIEN B. (1996) *Dictionnaire d'analyse économique*, La Découverte, 540 p.
- MéNard C. (1995) *L'économie des organisations*, Coll. Repères, La découverte, 115 p.
- MUKHERJEE N. (1997) Participatory Appraisal of Natural Resources, *Studies in Rural Participation*, vol. 3, Concept Publishing Company, New Delhi, 184 p.
- RUIZ J. (1996) Marx, Polanyi et le déterminisme dans les théories du développement, In Actes du colloque «*Valeur de la nature, nature de la valeur*», 4 avril, EHESS, Paris.